



Communication et organisation

17 | 2000
Europe et communication

La communication européenne entre contrainte, séduction et débat

Christian Mesnil



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2318>
DOI : 10.4000/communicationorganisation.2318
ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2000
ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Christian Mesnil, « La communication européenne entre contrainte, séduction et débat », *Communication et organisation* [En ligne], 17 | 2000, mis en ligne le 03 décembre 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2318> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.2318

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Presses universitaires de Bordeaux

La communication européenne entre contrainte, séduction et débat

Christian Mesnil

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait (La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement, première étape de la Fédération européenne et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre, dont elles ont été les plus constantes victimes » Robert Schuman, 9 mai 1950.

- 1 Les belles paroles de Victor Hugo et de Goethe sur les États-Unis d'Europe au XIX^e siècle puis les transactions diplomatiques d'Aristide Briand, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères pour réunir les peuples européens, ne s'étant guère révélées efficaces, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a été prise l'orientation inverse. Assez de paroles : des actes, se mettre au travail plutôt que discourir, partir des intérêts communs et bâtir concrètement, pas à pas, une union économique solide.
- 2 Cette étape initiale que l'on pourrait familièrement résumer en « bien faire et laisser dire » n'a pas été pour autant une phase de silence et de non-communication. Elle constitue au contraire une période qui serait fascinante à explorer pour un chercheur en communication. Comment a-t-on réussi si vite à dépasser les atrocités subies pour échanger à nouveau, se remettre à œuvrer ensemble sans que l'un des protagonistes impose ses vues aux autres ? Comment les gouvernants, les politiques, les élites parties prenantes de ces premiers pas ont-ils su trouver le langage et les relais dans les médias qui permettaient de faire comprendre aux peuples le sens de ce qu'ils entreprenaient ?

- 3 Sans doute le contexte était-il différent : le choc de la guerre encore sensible, la démarche très progressive au début, la politique des blocs perçue comme menaçante... Force est néanmoins de constater que si les progrès de cette Europe économique se poursuivent à un rythme accéléré, l'opinion publique depuis le référendum de Maastricht ne suit plus que de façon hésitante et que les voix discordantes se multiplient. Un déficit de communication semble se creuser entre les instances communautaires et les populations concernées. Qu'en est-il réellement ? Le présent article tente de repérer et analyser un certain nombre d'aspects et de tensions perceptibles dans les échanges à l'intérieur de l'Europe actuellement.
- 4 Il examine d'abord trois handicaps chroniques de la communication européenne : le chassé croisé de discours nationaux et communautaires, l'absence structurelle de visibilité et l'inégale efficacité de sa communication institutionnelle. Est étudiée ensuite la tendance hégémonique d'une communication technico libérale alors que la primauté de l'économie et de la technologie est de plus en plus remise en cause. Enfin sont observées à partir de l'exemple des langues européennes quelques difficultés et conditions d'une communication plus étroite entre les populations partenaires.

Le chassé-croisé des discours nationaux et communautaires

- 5 Sur le plan national, la portée des discours politiques et syndicaux décline sensiblement depuis plus d'une décennie. Dans *Les syndicats en miettes* par exemple, Jean François Amadiou analyse les raisons de cette exception française qui accentue la décomposition et décourage les salariés de toute adhésion¹. Grandissante est la méfiance envers une parole décrédibilisée par des affaires de toute sorte, des promesses non tenues ou des manœuvres tactiques quel que soit le parti concerné. Parole qui plus est mise en scène, manipulée, orchestrée par les intéressés eux-mêmes, les conseillers en communication ou les médias. Comment dès lors s'étonner que cette méfiance envers les discours institutionnels et la vie politique de son propre pays ne soit pas maintenue sinon amplifiée lorsqu'il s'agit d'une communauté perçue comme encore plus distante et non moins exempte de dysfonctionnement (démission récente des commissaires européens) ?
- 6 Par ailleurs, la France comme certains de ses voisins (Grande Bretagne, Espagne) a mis en œuvre progressivement une déconcentration puis une décentralisation à partir des lois de 1981 pour transférer certaines de ses compétences aux collectivités territoriales que sont la région, le département et la commune. « Partout le centre cède une part de son pouvoir, les collectivités locales collectent davantage d'impôt, elles développent des politiques parfois très spécifiques en matière d'enseignement, de santé, d'aide sociale² ». Comment articuler simultanément un discours soulignant l'intérêt d'une prise de responsabilité locale et d'une communication de proximité alors que parallèlement se mettent en place des instances de décision plus éloignées ? Ainsi une sorte de dérégulation s'opère actuellement avec une communication qui doit s'instaurer en simultané sur les plans local, régional, national, européen, voire mondial sans qu'on sache toujours repérer à quel échelon se situent véritablement les enjeux, décisions et responsabilités.
- 7 De là à jouer sur cette ambiguïté et à rejeter sur un autre niveau organisationnel l'origine d'une situation difficile, il n'y a qu'un pas franchi régulièrement. De nombreuses

communes ou régions déplorent les hausses d'impôts locaux et les justifient par les transferts indus et arbitraires de charges incombant normalement à l'État. Certains hommes politiques nationaux adoptent une démarche comparable et attribuent parfois à l'Europe les mesures qui déplaisent à leurs électeurs... tout en ne manquant pas de faire valoir l'efficacité de leur prise de position ou des instances nationales lorsque les mesures communautaires bénéficient d'une opinion publique locale favorable.

- 8 Finalement les reproches employés ou retranscrits par de nombreux médias à propos de Bruxelles sonnent familièrement aux oreilles françaises : bureaucratie, élite gestionnaire coupée du social, incompetence, technocrates n'y connaissant rien aux réalités et traditions locales. Dans *La France va-t-elle disparaître ?*³, Jean-Claude Barreau ne se fait pas faute de dénoncer la mainmise des bureaucrates européens qui multiplient les directives supérieures aux législations nationales, l'assemblée européenne qu'il qualifie de « parlement d'opérette » et la montée de contre-pouvoirs non-élus à Bruxelles et Strasbourg. Ces attaques se reproduisent, se font écho d'un échelon à l'autre et s'amplifient pour stigmatiser l'absence de communication entre le citoyen et des institutions à quelque niveau qu'elles se situent. Nous assistons actuellement à une crise de confiance généralisée entre les individus et les corps intermédiaires qui ne vise pas spécialement l'Europe.
- 9 Pourtant, si l'Union semble plus souvent critiquée, c'est parce qu'elle paraît plus éloignée que l'État nation, avec des structures et un mode de fonctionnement moins lisibles encore « Elle souffre d'une absence de vision commune et d'un déficit démocratique évident (Les politiques menées au nom de l'Europe ne sont pas perçues par les Européens comme les concernant directement » remarquait déjà en 1996 Michel Drancourt⁴

Une absence structurelle de visibilité

- 10 Dans la réalité il y a tout lieu de penser que les fonctionnaires communautaires assument comme certains collègues nationaux un rôle ingrat qui les expose de fait à de telles critiques : montage de dossiers complexes, arbitrages délicats, propositions courageuses ou contraignantes à soumettre au conseil des ministres ou au parlement européen. Par contre, il est significatif que ce dernier, seule institution élue au suffrage universel direct, ne soit pas plus connu des électeurs. Cette situation peut s'expliquer par le fait que le parlement n'a pas à prendre de décisions définitives. Par ailleurs les débats ont porté jusqu'à présent quasi exclusivement sur des questions économiques qui étaient jusqu'à présent peu conflictuelles. Enfin, à l'inverse des parlementaires nationaux plutôt politisés et médiatisés, les parlementaires européens disposent d'un statut plus autonome et discret et passent pour agir dans une institution aux pouvoirs limités.
- 11 L'élection de Nicole Fontaine à la présidence de ce parlement le 20 juillet 99 a été une surprise pour la majorité des Français dont elle était totalement inconnue alors qu'elle y siège depuis 1984 et en a déjà été vice-présidente. Son discours d'investiture a été révélateur d'une inflexion qui entend être donnée à cette institution pour qu'elle suscite davantage l'intérêt des électeurs : des pouvoirs accrus et un élargissement des domaines de compétences afin de passer de l'Europe des marchands à celle des citoyens. Pour palier ce déficit d'échanges et de communication dont les institutions européennes semblent pleinement conscientes, d'autres mesures sont régulièrement envisagées à Bruxelles et Strasbourg comme par exemple le recours à des référendums, la simplification des structures ou la retransmission télévisée de certaines séances du parlement. « Il faut

intéresser les citoyens à l'Europe et pour cela, rendre ses institutions et ses actions plus lisibles » affirmait déjà en février 1996 le professeur Joseph Janning de l'Université de Munich lors d'une conférence débat organisée par *Futuribles international*⁵. Mais une politique volontariste en matière de communication est-elle possible ou suffisante ?

- 12 En fait le déficit de communication des institutions européennes tient aussi en partie à leur structure et à leurs missions qui correspondent mal aux exigences médiatiques actuelles. La politique nationale s'incarne dans des figures de proue qui posent des actes et des paroles simplifiées, réagissent rapidement à l'événement, dosent leurs apparitions télévisées et gèrent leur image. Certains politiques vont même jusqu'à jouer sur des registres variés comme naguère Bernard Tapie ou maintenant le nouveau chancelier allemand présent récemment dans le magazine *Stylelife* ou le catalogue du tailleur italien Brioni. Dans un organisme communautaire ou fédératif, il en va souvent autrement. La réactivité à l'événement ne peut jamais être aussi rapide car il y a nécessité de se réunir et de se concerter. Le discours tenu n'est pas toujours aussi facile à transmettre car le consensus n'est pas automatique. Il faut nuancer le propos et quelques fois accepter la coexistence de points de vue différents. Comment passionner le grand public sur des dossiers techniques, nuancés et impersonnels ?

Une communication institutionnelle d'une efficacité inégale

- 13 En dépit des efforts fournis par la D.G.X (Direction Générale Information, Communication, Culture, Audiovisuel de la Commission Européenne) pour coordonner le volet communication de chaque Direction Générale de l'Union, ses structures et programmes demeurent mal connus du grand public. Chacun a peut être encore en mémoire la densité du document intégral adressé aux électeurs lors du référendum pour la ratification des accords de Maastricht. En ce qui concerne les organismes européens, les noms se ressemblent à un point tel que même l'initié, s'il n'y prend garde, risque de se tromper. Il y a par exemple le conseil européen (réunion régulière des chefs d'état ou du gouvernement de l'union) et le conseil de l'Europe (organisation internationale regroupant quarante états démocratiques à Strasbourg), le parlement européen à ne pas confondre avec l'assemblée parlementaire (organe délibérant du Conseil de l'Europe), la cour de justice européenne, la cour européenne des droits de l'homme et la cour de justice de La Haye (internationale). Ces dénominations très proches (de même que certains sigles notamment dans le secteur bancaire : BCE, BEI, BERD), aboutissent pour l'Européen moyen à la perception pour le moins embrouillée d'une nébuleuse communautaire sans repères humains ou institutionnels clairs.
- 14 Sur le plan des signes d'appartenance force est de constater qu'ils sont peu nombreux et encore mal connus si l'on excepte le drapeau bleu et ses douze étoiles. Le passeport européen est encore peu répandu. Des trois corps d'armées multinationales : l'Eurofor (force opérationnelle rapide) l'Euromafor (force maritime) et l'Eurocorps, seul ce dernier est un peu sorti de l'anonymat depuis la guerre du Kosovo. La journée de l'Europe instituée en 1964 par le Conseil de l'Europe le 5 mai pour commémorer l'anniversaire de sa création est pratiquement ignorée de tous d'autant qu'une autre date, le 9 mai, mise en avant par l'Union européenne pour rappeler la déclaration de Robert Schuman en 1950, entretient une certaine confusion. Enfin, qui du grand public identifie l'hymne européen

adopté en 1972 par le Conseil de l'Europe dans l'arrangement musical sans parole par Hébert Von Karajan de l'Hymne à la joie tiré de la 9^e symphonie de Beethoven ?

- 15 Curieux décalage entre l'existence parfois ancienne de ces symboles d'appartenance un peu calqués sur ceux des Etats nations et l'impact très relatif qui a été le leur jusqu'à présent. Faut-il l'interpréter comme une marque de désintérêt pour des instances éloignées, complexes, peu conflictuelles ? Cette communication autour des structures, des institutions et des signes extérieurs constitue pour toute organisation une mission qui ne s'achève jamais, à concevoir davantage sur le mode de la déclinaison que de la répétition en fonction des évolutions et lacunes à combler. L'union est loin de s'en désintéresser mais la performance paraît toute relative face aux campagnes de sensibilisation d'entreprises nationales ou internationales. Le fait que ces dernières augmentent sans cesse leur budget consacré à la communication, rivalisant d'ingéniosité dans les messages et les vecteurs utilisés, contraint peu ou prou les institutions à suivre le mouvement non dans une optique de concurrence mais de survie et de simple présence.

L'hégémonie de la communication économique et financière

- 16 Par contre un signe particulièrement fort, tangible et incontournable est en train de se mettre en place. Il s'agit de l'Euro qui deviendra en 2002 monnaie circulante et qui fait dès maintenant l'objet de campagnes de sensibilisation particulièrement denses. En termes de communication, cette monnaie identique (sur une face !) dans toutes les poches européennes constituera un signe manifeste de notre appartenance à une nouvelle communauté. Elle cristallise actuellement une réussite et une inquiétude qui provoquent un tournant dans les discours tenus à propos d'une communauté européenne perçue avant tout dans sa dimension économique.
- 17 L'utilisation d'une monnaie est parallèle à la notion même d'échanges dont l'histoire nous apprend qu'ils ne peuvent jamais se limiter à leur dimension marchande. De plus, le rapport de chacun à l'argent est complexe, marqué par l'appartenance à un milieu, par une personnalité, par une mémoire, par la volonté plus ou moins consciente d'en faire un outil ou un but... La stabilité monétaire n'est pas qu'un atout déterminant dans la prospérité économique d'un pays. Il s'agit d'un repère et d'un symbole fort qui touche chaque citoyen dans sa vie quotidienne comme dans sa dimension collective. Elle semble constituer un point de crispation et déclencher une communication plus soutenue et polémique.
- 18 Les pessimistes entrevoient les risques de marginalisation causés par la perte d'une référence bien ancrée : la monnaie nationale. Les optimistes sont convaincus que l'utilisation de l'argent étant incontournable, il s'agit au contraire du meilleur moyen de forcer tout le monde à s'adapter et que compter autrement, tous de la même manière, c'est déjà communiquer voire penser autrement et de façon plus communautaire. Croisant ces craintes et espérances, les campagnes de sensibilisation sur le passage à l'euro tentent de convaincre du bien-fondé et d'expliquer les modalités pratiques du basculement. Mais les conséquences économiques, politiques, symboliques d'un tel changement ne sont guère abordées.
- 19 Depuis des millénaires battre monnaie était l'apanage des états souverains. Le passage à l'euro signifie pour la première fois de façon tangible une délégation de souveraineté. Son

corollaire est la création d'une banque centrale indépendante des états et du pouvoir politique en Europe. Alors que toutes les institutions européennes restent principalement intergouvernementales (sauf le parlement européen évoqué antérieurement), cette banque centrale constitue un premier abandon tangible de souveraineté pour reprendre les termes sur lesquels les opposants à l'Europe bâtissent leur argumentaire.

- 20 Depuis ses origines la communication sur la construction européenne est constituée principalement d'informations sur les techniques mises en œuvre avec raisonnements, preuves, et chiffres à l'appui. Une logique comptable, des rapports d'expertise par définition indiscutables s'appuient sur des descriptions d'un existant complexe de flux tendus et de compétitivité internationale. Fort logiquement, puisque la dimension économique de la communauté se renforce, est maintenue plus ou moins délibérément une « communication » technico libérale restant davantage à un niveau d'information, de documentation, d'explications rationnelles plus ou moins accessibles à l'Européen moyen. Jean-Pierre Callegari parle à ce sujet de communication informative, didactique, d'un foisonnement parfois rédigé dans un « euro jargon » souvent prioritairement en anglais dont les résultats sont mitigés.⁶ Avec des arguments de spécialistes ayant la compétence et les chiffres le chemin paraît évident. Le discours tenu est perçu comme à sens unique, sans dialogue ou débat possible avec un dictât grandissant des impératifs économiques et financiers dont l'enjeu se situe maintenant à l'échelle planétaire.

Emergence de questions qui dépassent le cadre européen

- 21 De fait l'argumentaire de l'Union s'inscrit lui-même dans un champ plus vaste et subit des difficultés dont l'origine est liée à l'évolution des mentalités tant à propos de l'économie que de la technologie et du progrès. Face à ce postulat fondateur réaliste de primauté de l'économique, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause non spécialement l'Europe mais la démarche qui consiste à accorder la prééminence aux échanges marchands et aux lois de marché. Trois ans après avoir publié *l'Horreur économique* qui rencontra un large succès (350 000 exemplaires, traduit en vingt quatre langues) Viviane Forrester persiste dans un nouvel ouvrage qui stigmatise l'impression croissante de vivre piégés sous l'emprise fatale d'une économie ultra libérale omnipotente.⁷
- 22 Au nom de la sauvegarde de l'environnement, de la protection sociale, de la solidarité avec des individus, de l'équilibre Nord/Sud toute une réflexion internationale se développe pour contester la scientificité de l'économie. Dans *L'économie est une science morale*,⁸ Amartya Sen, économiste originaire du Bengale, prix Nobel d'économie 99, montre que les questions économiques ne peuvent être abandonnées aux seuls experts ou politiques. Les sociétés occidentales entretiennent des croyances du genre : la croissance résoudra les problèmes de l'emploi, l'échange est naturellement avantageux pour les deux partenaires, le développement est sans limite, la rationalité économique est transculturelle. Est-ce autour de la relation économique que doit se bâtir l'essentiel de la communication humaine, des relations individuelles ? Est-ce que le marché doit toujours dominer et le politique suivre ? Est-ce vrai que l'individu recherche toujours en priorité à assouvir un intérêt personnel étroit ?
- 23 À ces questions s'ajoutent la déstabilisation causée par nos nouveaux modes de vie. L'information en ligne propage les rumeurs financières, provoque les variations de taux

ou l'effondrement des cours. La communication financière planétaire devient déterminante pour les entreprises locales dont la prospérité dépend autant d'informations immatérielles, de spéculation que de productions concrètes. Nous sommes plongés dans le virtuel de l'argent, de la globalisation des marchés tout comme dans celui des images et des jeux.

- 24 Par ailleurs nous savons tous combien les T.I.C. perturbent les pratiques traditionnelles de communication en transmettant directement vingt-quatre heures sur vingt-quatre des données brutes non hiérarchisées ni vérifiées. Les nouvelles technologies constituent pour l'espace européen un enjeu qui sera décisif en matière de communication. Faciliteront-elles l'information et l'expression du citoyen ? Aboutiront-elles à renforcer la manipulation, la passivité en remplaçant le débat démocratique qui demande de la constance et de la durée ? Le constat classique du rapprochement par les T.I.C. de nos lointains semblables au détriment de nos proches différents ne vaut-il pas plus particulièrement lorsqu'il s'agit de faire communiquer davantage d'individus sur des espaces plus vastes ? Dominique Wolton considère à ce sujet qu'il est nécessaire de faire échapper la communication aux dérives techniques et économiques, d'en sauver la dimension humaine et sociale.⁹
- 25 Certes le succès économique et la performance technologique continuent de fasciner légitimement les personnes, régions ou nations qui en sont écartées. Pourtant la modernisation à outrance n'est plus toujours considérée aujourd'hui comme le gage d'un monde meilleur à venir. La nouveauté, l'éphémère, le futur ne sont plus pour tout le monde des vertus en soi. Dans un ouvrage intitulé *Le principe de Noé ou l'Ethique de la sauvegarde*¹⁰ Michel Lacroix s'inquiète de la transformation systématique du présent au nom d'un futur magnifié, sur valorisé. Il pense que la préservation de ce qui existe prime sur le bouleversement. Simultanément à ce constat survient alors la tentation du repli sur soi, sur le local ou le régional avec les risques de passage d'un souci légitime de conserver à un conservatisme perceptible dans certaines prises de position anti-européennes actuelles.
- 26 Périodiquement se développe dans le grand public pour des raisons diverses, un sentiment ambigu face aux discours technicistes. La fascination, la confiance ou la résignation cèdent de plus en plus le pas à une méfiance vis-à-vis d'une logique comptable et inhumaine qui contraint sans dialogue possible. L'émergence de nouvelles solutions intervient simultanément à l'évolution déterminante d'une communauté qui ne se voulait au départ qu'économique. Les enjeux européens se sont modifiés singulièrement dans la dernière décennie car la libre circulation des personnes et des biens a entraîné de nombreuses prises de conscience. Les disparités non seulement économiques mais sociales, politiques, juridiques ne permettent pas toujours un enjeu égal et sont perçues parfois comme non viables à plus ou moins long terme.
- 27 Tout se passe comme si les pragmatiques qui avaient voulu réaliser concrètement l'Union en se méfiant des belles paroles atteignaient désormais un stade qui nécessitait impérativement une communication plus étroite et exigeante. Dans *Europe, l'impossible statu quo*,¹¹ les personnalités qui, ayant exercé ou exerçant d'importantes responsabilités dans les institutions européennes, constituent le club de Florence, insistent déjà sur la nécessité d'un nouveau débat institutionnel sur l'économie, la défense, le système politique, l'élargissement. 11 ne s'agit plus seulement d'échanger sur des modalités concrètes technico-financières mais de réfléchir sur les fondements mêmes de pratiques

organisationnelles différentes, voire antagonistes, pour tenter de rapprocher (ou du moins de comprendre) les mentalités des partenaires.

Assurer une cohérence entre des nations que presque tout sépare

- 28 « À présent, à la suite de l'acte unique, les politiques volontaristes de la commission se fixent explicitement pour objectif la cohésion. Elles visent à réduire les disparités économiques, mais aussi à homogénéiser les législations en matière de travail, d'éducation, de protection sociale, d'environnement »¹². Il n'est pas facile d'adopter même progressivement des règles de fonctionnement comparables lorsque les fondements, les mentalités, les modes de vie, les revenus restent profondément différents. Le rapport annuel d'Eurostat sur la richesse des régions témoigne année après année de la difficile résorption des inégalités entre des Européens dont le pouvoir d'achat varie encore de un à quatre suivant les régions. En Europe, il convient d'abord « d'assurer la coexistence de divers ensembles culturels à forte conscience identitaire » observe Elvire Letourneur – Fabry¹³. Il est difficile de repérer des marques tangibles d'esprit d'équipe ou de volonté d'être regroupés entre des peuples qui se sont affrontés pendant des siècles. Déjà des différences sont sensibles entre régions d'un même pays.
- 29 D'une nation à l'autre, ce n'est pas la même façon de vivre, de manger, de travailler. Les religions sont à la fois proches et différentes, les langues elles-mêmes, en dépit de cette lointaine origine indo-européenne commune supposée par Georges Dumézil, témoignent de sensibilités très marquées sinon rivales. À l'heure des transferts de souveraineté, la revendication linguistique d'appartenance régionale prend paradoxalement un poids inattendu à travers toute l'Europe (Italie, Espagne, Grande Bretagne, Belgique...) qui a conduit à l'élaboration d'une charte européenne des langues régionales. Sa récente non-ratification par la France au nom de la préservation d'une cohérence nationale, sans faire l'unanimité, illustre bien cette peur de la « balkanisation de la France » pour reprendre l'expression du ministre de l'intérieur.
- 30 Pourtant au niveau communautaire, le même souci de cohésion linguistique existe-t-il ? L'apprentissage des langues européennes ne passionne pas vraiment les intéressés tandis qu'augmente la fascination pour la langue et les mœurs américaines. Les Européens sont « incertains de leur avenir communs, toujours tentés d'en appeler au soutien américain comme dans le conflit bosniaque » constate Marisol Touraine.¹⁴ Tout récemment, alors que la coutume institue le français, l'anglais et la langue de la présidence du moment pour les débats et réunions communautaires, l'Allemagne a argué de son poids économique pour demander l'utilisation de la langue germanique pendant la présidence finlandaise étant donné le peu de responsables familiarisés avec le finnois. L'humour dont ont fait preuve les Finlandais dans leur réaction en latin : « In ipsis praesidentiae initiis altercatio quaedam inter Finiam et Germanium orta est... » (Au tout début de la présidence, un conflit est né entre la Finlande et l'Allemagne...) témoigne du rôle fondamental de toute langue dans la prise en compte et le respect de l'identité de son utilisateur. Amin Maalouf par exemple considère la langue d'origine comme essentielle aux côtés de la religion dans la préservation d'une spécificité culturelle qui épanouit et facilite à son tour l'intégration¹⁵ Chaque nation tient légitimement, au-delà de sa langue, à des racines, une tradition, une histoire. Les Français savent combien certains de leurs

compatriotes se trouvent remis en cause dans leur identité culturelle par des normes jugées tatillonnes même ou surtout lorsqu'elles s'exercent à propos de domaines apparemment secondaires comme les productions fromagères ou les périodes de chasse. Des retours identitaires s'opèrent, un regain d'importance est accordé sinon aux traditions, du moins aux institutions qui assurent la reproduction de la société.

- 31 L'Union européenne semble vivre actuellement une étape cruciale de son développement qui suscite certaines crispations. Dans son ouvrage au titre provocateur *L'invention de l'Europe*, Emmanuel Todd met en garde son lecteur dès l'avant propos : « Légitime et nécessaire dans les années 45-80, le projet européen ne mène plus aujourd'hui à la paix. 11 pourrait dans les années qui viennent conduire à la remontée entre les peuples de sentiments hostiles qui n'existaient plus vers 1980 ». En voulant parallèlement encourager la persistance de spécificités culturelles dont l'usage des langues régionales ne constitue qu'un exemple et rapprocher des niveaux de vie, harmoniser des conceptions dans la place et le rôle de l'état, les constructeurs successifs de l'Europe allient bon sens et ambition mais ne choisissent pas la facilité. « Le déficit de cohésion actuel tient en effet à mon sens, en grande partie à l'ambiguïté de la politique de rapprochement culturel menée depuis les années soixante-dix : soutendue implicitement par une politique de supranationalisme, cette politique a fait prévaloir la quête de l'unité sur le respect de la diversité interne » écrivait Elvire Letourneur - Fabry.¹⁶ Le cahier des charges d'une communication dont l'axe principal consiste à gérer une tension est encore moins simple à traiter que le paradoxe lui-même. Entre les différences à préserver et l'indifférence, Pégisme, voire les antagonismes à éviter, la voie est particulièrement étroite et les sources d'entropie variées.

Une phase de forte évolution qui déstabilise un peu plus

- 32 Parce que de plus en plus se battre seul c'est être sûr de perdre, l'union doit se renforcer au-delà de l'économie. Cet élargissement semble non choisi par les intéressés mais imposés par les contraintes qui forcent chaque partenaire à s'adapter pour satisfaire des critères de convergence. Au nom d'une rationalité complexe les européens se trouvent pris dans une mécanique de plus en plus ambitieuse sur laquelle ils n'ont pas le sentiment de pouvoir intervenir. La marche en avant s'apparente quelque peu à une marche forcée, à un engrenage inéluctable qui suscite méfiance voire résistance.
- 33 Toute situation de transition entraîne classiquement l'incertitude. Le fait d'arriver à un palier de non-retour, à un seuil décisif inéluctable au-delà duquel rien ne sera plus jamais comme avant, constitue une étape dont les psychologues savent combien elle est difficile. À la croisée des chemins, il importe de se rencontrer, de prendre le temps de la réflexion pour se mettre d'accord sur la suite de l'itinéraire. « Nous nous trouvons face à un monde troublé, désorienté, à la fois plus solidaire et plus fragmenté » pouvait on lire sous la plume de Hugues de Jouvenel dans un avant propos intitulé « La planète désorientée (Marisol Touraine constatait dans la même revue que « le désarroi, au demeurant bien compréhensible, face à un environnement qui n'offre plus de repères aisés, a frappé de plein fouet les puissances occidentales ».¹⁷
- 34 Chaque jour, les impératifs de la concurrence, l'urgence des réponses à apporter aux déséquilibres internes et externes augmentent la pression et rendent la communication

plus tendue. Est-il possible de prendre le temps de s'arrêter voire de retourner en arrière ? Laurent Cohen Tanugi soulignait dès 1992 les tensions qui menaçaient l'Union dans *l'Europe en danger*. Dans *Le choix de l'Europe*¹⁸, il s'insurge contre cet euroscepticisme, nouvelle idéologie dominante dans l'air du temps, et essaie d'analyser le mal européen. 11 constate dans son troisième chapitre combien les années à venir seront décisives mais reconnaît dans son ultime conclusion que « le choix face auquel la France hésite, n'est pas différent de l'alternative entre puissance et déclin qui s'offre à l'Europe dans son ensemble ». Depuis une dizaine d'années les analyses – questionnements ou certitudes – foisonnent. Mais un choix réel existe-t-il entre différentes alternatives en dehors de l'engrenage économique et technologique ? De nombreux repères s'effacent, sont remis en cause ou sur le point d'être repensés : la monnaie, les frontières, l'élargissement de la communauté, les modes d'alimentation, les loisirs, l'environnement, le social, la santé, la sécurité etc. Comment aborder certaines questions ci-dessus sans avoir recours au vieux réflexe en usage depuis des millénaires qui consiste à discuter après le rapport de force et la tentative de s'imposer à autrui ? On sait combien un tel contexte favorise la propagation de rumeurs, les réactions émotionnelles, voire explosives, les raidissements de toute sorte peu favorables à l'écoute et à un dialogue vrai.

- 35 Dans un contexte de crainte de déstabilisation, de résistance aux changements qualifiés parfois de dérives, la communication entre les partenaires paraît une nécessité impérieuse voire vitale mais elle doit s'instaurer dans un contexte tendu. Avec la perte de repères nationaux, l'engrenage communautaire, les contraintes de la mondialisation, la pression des nouveaux modes de vie, le psychisme individuel et collectif semble actuellement singulièrement fragilisé. Il n'est jamais simple dans une période de crise de croissance et de mutations accélérées, de prendre le temps d'abord de se décrisper, puis de réfléchir, afin de débattre sereinement.
- 36 Certes les entreprises nationales ou internationales qui fusionnement parviennent à forger une nouvelle identité, une culture d'entreprise cohérente en y consacrant des budgets considérables. Ce qui se fait pour les cadres d'une organisation est-il transposable au niveau de la population européenne ? Faut-il la traiter, la conditionner comme s'il s'agissait de simples consommateurs ? Comment faire se rencontrer et communiquer les individus pour qu'ils participent vraiment aux mutations en cours ?

Comment communiquer ?

- 37 Depuis un certain temps déjà des programmes de recherche communs, des échanges de professeurs ou d'étudiants, une collaboration de la police et de la justice des états membres ont été mis en place, (cf. par exemple le 5^e programme cadre de Recherche et Développement de l'Union européenne couvrant la période 1998-2002,¹⁹ Il y a certains jumelages qui sont des réussites avec des liens très forts, des communications approfondies mais aussi des échanges protocolaires, scientifiques ou folkloriques qui restent superficiels et sans lendemain. Un véritable débat et non une communication institutionnelle de persuasion et de conditionnement existe depuis longtemps au sein de la communauté. Mais il reste le plus souvent au niveau des économistes, historiens, sociologues etc. Il a été évoqué plus haut les activités du club de Florence mais citons un autre exemple significatif. Depuis 1973 est constitué un réseau de centres universitaires et d'associations d'études européennes : l'association des études politiques transeuropéennes, dont le sigle britannique est TEPSA. Douze organismes établis dans

douze Etats de l'Union en font partie. En France, il s'agit de l'Association française d'études pour l'Union européenne créée en 1974. Le réseau organise régulièrement des colloques et séminaires pour nourrir une réflexion scientifique qui approfondisse et renforce les structures de l'Union, (cf. *L'Avenir de l'Union européenne : élargir et approfondir* dirigé par Jacques Vandamme qui, suite au colloque européen de Nancy de 94, a été publié aux Presses interuniversitaires européennes de Bruxelles en 1995). Pour le moment, mis à part les décideurs et les élites, les gens ne se parlent pas vraiment d'un pays à l'autre. Il n'y a pas à proprement parler de presse, d'opinion publique, de débat, d'intérêt réciproque, bref d'identité européenne.

- 38 Une des difficultés classiques dans la communication des organisations consiste à délocaliser le débat au plus près des populations concernées pour qu'elles se sentent davantage intégrées aux processus en cours. Il faut laisser parler les gens pour que chacun se sente partie prenante et coresponsable. Les modalités pratiques de cette écoute posent le problème de l'adéquation des structures actuelles de démocratie et de concertation de la communauté. La voie choisie semble être non celle d'un bouleversement institutionnel mais d'un maintien de l'existant avec un accent mis sur une communication de proximité, à visage humain, de nature non seulement à sensibiliser, expliquer mais aussi écouter et partir de la base. La préparation de l'avenir suppose des actions de lobbying, la sensibilisation et la réaction d'associations existantes longtemps indifférentes ou indécises vis-à-vis de l'Europe. Face aux craintes, aux stéréotypes et préjugés de toute sorte, la communauté européenne s'efforce de provoquer ou d'encourager la constitution de réseaux qui amènent les gens à se rencontrer et à s'écouter sur des problèmes sociaux, culturels ou de justice. Dans le domaine de la solidarité par exemple tout un maillage se met en place depuis une dizaine d'années : (E.A.P.H European Association for People with a Handicap, E.A.P.N. European Anti Poverty Network, E.N.U European Network of Unemployed, Empowerment et le programme européen sur la solidarité entre génération etc.).
- 39 Peu à peu des liens se tissent, les gens prennent conscience de la nécessité d'inscrire des actions locales dans une perspective plus large, des façons de penser et même d'agir finissent par évoluer.
- 40 « Dans une conférence consacrée aux bases de la nation moderne, le philosophe Peter Sloderdijk a montré que les principes traditionnels – origines historiques, linguistiques et biologiques – ne sont plus valables. L'ennemi extérieur qui permettait au lien social de se structurer n'existe plus. Aujourd'hui comptent les « corps psycho-politiques de suggestion », les « communautés de stress artificielles ». Cela signifie la nécessité de produire un tourbillon médiatique qui, par son aspiration, unit des individus différents aux aspirations contradictoires »²⁰
- 41 Il semble que l'Union se situe à contre-courant de cette évolution pour au moins deux raisons majeures. D'une part elle ne dispose ni d'un appareil médiatique à audience européenne ni d'acteurs vraiment capables de personnifier et représenter cette communauté. D'autre part elle s'oriente consciemment ou non vers une politique de communication axée sur le pluralisme des idées, la diversité de ses membres, peu en phase avec un air du temps plutôt consensuel et une pression médiatique axée sur la mise en scène, le spectaculaire et l'émotionnel. Nous revenons alors à d'autres tensions observées au début de cet article comme le discours des hommes politiques nationaux jouant plus sur l'émotionnel, ou la gestion froide et rationnelle d'experts qui cassent

parfois le débat faute d'une prise en compte de la dimension affective présente dans tout message...

Pour conclure : prendre le temps de débattre vraiment...

« La politique de communication actuelle des institutions européennes est inefficace. En raison, bien sûr, de l'ampleur et des difficultés de la tâche à accomplir. Mais aussi en raison de l'utilisation systématique de recettes éculées qui relèvent d'un prêt à penser communicationnel totalement inadapté à une communication politique européenne qui ne peut pas s'appuyer sur un espace public aux dimensions de l'union ».

- 42 La conclusion du remarquable article d'Eric Dacheux²¹ débute par un constat juste mais sévère. Certes la spécificité de la situation européenne où la tension est quasi permanente entre solidarité, homogénéisation, préservation des identités et des intérêts particuliers a été observée depuis longtemps (par exemple dans les Œuvres complètes d'un pionnier de la construction européenne : Denis de Rougemont). L'arrivée imminente de l'euro exacerbe encore plus les inquiétudes mais si cette tension semble revêtir une acuité particulière actuellement, les raisons sont autant externes qu'internes à l'Europe (accélération des processus économiques, des délocalisations, de l'immigration, des réglementations, de la concurrence, des nouveaux modes de vie, de la pression médiatique...).
- 43 L'Union constitue un échelon intermédiaire coincé entre des contraintes réciproques et multiples grandissantes : la mondialisation de l'économie, la construction de grandes régions ou de villes états détachées d'un arrière-pays relégué à l'état de banlieue ou de désert, la dislocation de nations, du fait à la fois d'une uniformisation et de revendications identitaires²². En outre cette primauté de l'économie et du technologique s'imposant comme une fatalité est de plus en plus remise en cause au-delà de l'échelon communautaire. Par ailleurs les questions posées dépassent maintenant largement le cadre d'une communauté qui ne se voulait au départ qu'économique. La communication européenne doit désormais aborder des sujets de fond, liés aux habitudes, aux valeurs, à l'identité de nations très diverses.
- 44 Si l'on rappelle la difficulté structurelle à communiquer d'une instance communautaire plurielle face à des exigences médiatiques de rapidité et de simplification, la nécessité grandissante de s'appuyer sur des expertises approfondies, les besoins de relation directe personnalisée mais non démagogique évoqués dans cet article, on accumule ainsi les obstacles ou du moins les paramètres particulièrement délicats à prendre en compte et à harmoniser.
- 45 Tout cela aboutit à une méfiance grandissante des populations concernées face à un contexte général (et non plus seulement communautaire) incertain et changeant où la voie est de plus en plus étroite. L'exaltation du passé, la peur du lendemain, le rejet de celui qui est différent disloquent le corps social à tous les niveaux. Le recentrage sur des structures et institutions plus visibles est nécessaire pour garder des repères et une identité. Mais se profile alors le risque de limiter la communication à des techniques mises en œuvre ou, pire, à se replier sur le local, le passé, l'immobilisme. Si la pensée européenne et la communication qui l'accompagne paraissent parfois erratiques, c'est

qu'il y a de moins en moins de réponses évidentes à propos desquelles il est relativement facile de communiquer sur un registre d'explication, de persuasion ou de séduction.

- 46 De façon peut-être empirique, la communication européenne semble actuellement évoluer vers une meilleure prise en compte de deux aspects majeurs. D'une part la nécessité d'une décélération de cette marche forcée, d'un changement de rythme. Si des mutations doivent se poursuivre au sein de la communauté, ce n'est que modestement, prudemment, à une allure plus paisible. Dominique Wolton insiste sur la nécessité de ralentir la vitesse de l'information pour renforcer le lien social et le partage, pour réhabiliter la politique face à une communication omniprésente en réseaux hypertechnicisés.²³ La communication européenne doit ainsi d'une part davantage intégrer la notion de durée, de long terme, de temps nécessaire à la réflexion et l'adaptation des individus concernés. D'autre part l'impératif d'intégration des peuples au processus européen suppose, sinon des évolutions institutionnelles vers plus de démocratie, du moins davantage d'échanges et de débats entre citoyens. Elvire Letourneur-Fabry posait la question d'un déficit de communication ou de citoyenneté et pense qu'« on chercherait donc à pallier le déficit de légitimité des institutions européennes par une sorte de campagne de communication et de relations publiques, plutôt que d'engager une réflexion prospective sur la création d'une véritable démocratie représentative à l'échelle de l'UE »²⁴. C'est en effet bien un véritable échange entre des citoyens acteurs de « leur » propre construction européenne qu'il convient de promouvoir, et non une communication institutionnelle ayant une fois de plus pour stratégie la séduction et l'uniformisation. La densité associative est exceptionnelle en Europe. Chacun prend conscience de l'intérêt de groupements intermédiaires et de structures transnationales. Face au conformisme, à la passivité, à la manipulation et à la consommation, la communication européenne doit relever un défi qui n'est pas mince en favorisant, à la base, l'apprentissage du dialogue et de la véritable recherche commune pour rebondir sur de nouveaux projets porteurs de sens, de solidarité et de dynamisme.

BIBLIOGRAPHIE

- ABEL Olivier, *La justification de l'Europe*, Labor et Fides, Paris, 1992.
- AMADIEU Jean-François, *Les syndicats en miettes*, Editions du Seuil, 1999.
- AMARTYA Sen, *L'économie est une science morale*, La découverte, Paris, 1998.
- BARREAU Jean-Claude, *La France va-t-elle disparaître ?* Paris, Grasset, 1997.
- BONNAURE Pierre et MER Francis, « La politique européenne de recherche et développement », in *Futuribles*, mai 1997, n° 220, pp. 65-74.
- CALLEGARI Jean Pierre, « Communication et identité européenne », in *Communication et organisation*, 2^e semestre 98, n° 14, GREC/O – Université Bordeaux 3, pp. 167-184.
- Club De Florence, *Europe, l'impossible statu quo*. Paris, Stock 1996.
- COHEN-TANUGI Laurent, *Le choix de l'Europe*, Fayard, Paris, 1995.

- DACHEUX Eric, « L'Europe en quête de sens. Plaidoyer pour une autre politique de communication de l'Union Européenne », in *Futuribles*, septembre 1997, n° 223, pp. 39-60.
- DRANCOURT Michel, « Pour une réforme de l'Union européenne », in *Futuribles*, avril 1996, n° 208, pp. 63-68.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *L'Europe : l'histoire de ses peuples*, Perrin, 1990.
- FORRESTER Viviane, *L'Horreur économique*, Fayard, 1997.
- FORRESTER Viviane, *Une étrange dictature*, Fayard, 2000.
- GUIGOU Jean-Louis, « Etat, Nation, territoire : la recomposition », in *Futuribles*, sept. 96, n° 212, p. 21 à 34.
- JOUVENEL (de) Hugues, « La planète désorientée », in *Futuribles*, avril 1996, n° 208.
- LACROIX Michel, *Le principe de Noé ou l'Ethique de la sauvegarde*, Flammarion, Paris, 1996.
- LESOURNE Jacques, « Scénarios pour l'Union européenne », in *Futuribles*, septembre 1996, n° 212, pp. 5-14.
- LETOURNEUR-FABRY Elvire, « L'union européenne : quelles perspectives ? » Table ronde internationale avec Jérôme Vignon », in *Futuribles*, mai 1997, n° 220, pp. 15-20.
- LETOURNEUR-FABRY Elvire, « Pour une fédération européenne multiculturelle », in *Futuribles*, septembre 1996, n° 212, pp. 15-20.
- MAALOUF Amin, *Les identités meurtrières*, Grasset, 1998.
- MENDRAS Henri, *L'Europe des Européens*, Gallimard, Paris, 1997.
- MORIN Edgar, *Penser l'Europe*, Gallimard, Paris, 1990.
- SCADIGLI Victor, (dir), *L'Europe de la diversité*, CNRS sociologie, Paris, 1993.
- TODD Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990.
- TOURAINÉ Marisol, « Le bouleversement du monde », in *Futuribles*, avril 1996 n° 208, p. 5 à 17.
- VANDAME Jacques (sous la dir. de) *L'avenir de l'Union européenne : élargir et approfondir*, Bruxelles, Presses inter-universitaires européennes, 1995.
- WOLTON Dominique, *Naissance de l'Europe démocratique*, Flammarion, 1993.
- WOLTON Dominique, *Penser la communication*, Flammarion, 1997.

NOTES

1. Jean-François Amadieu, *Les syndicats en miettes*, Éditions du Seuil 1999
2. Victor Scardigli, *L'Europe de la diversité*, dirigé par éditions CNRS Sociologie p. 17
3. Jean-Claude Barreau, *La France va-t-elle disparaître ?*, éditions Grasset 1997
4. Michel Drancourt, « Pour une réforme de l'Union européenne », in *Futuribles* avril 96 p. 64.
5. Michel Drancourt, « Pour une réforme de l'Union européenne » op.cit.in *Futuribles* avril 96, p. 64
6. Jean-Pierre Callegari, « Identité européenne et communication » in *Communication et Organisation* 2^esem. 1998 p. 171.
7. Viviane Forrester, *Une étrange dictature*, Fayard, Paris 2000.
8. Sen Amartya, *L'économie est une science morale*, édition La découverte, Paris, 1998.
9. Dominique Wolton, *Penser la communication*, Flammarion, 1997

10. Michel Lacroix *Le principe de Noé ou l'Éthique de la sauvegarde*, Flammarion 1996
 11. Club de Florence *Europe, l'impossible statu quo* Paris Stock 1996.
 12. *L'Europe de la diversité* op.cit. p. 17
 13. « Pour une fédération européenne multiculturelle » in *Futuribles* sept 96, n°212, pp. 15-20.
 14. Marisol Touraine, « Le bouleversement du monde », in *Futuribles*, avril 96, n°208, p. 7.
 15. Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Grasset, 1998
 16. Elvire Letoumeur-Fabry « Pour une fédération européenne multiculturelle », in *Futuribles*, sept 96, n° 212, p. 19.
 17. Marisol Touraine, « Le bouleversement du monde », in *Futuribles*, avril 96, n° 208, p. 7).
 18. Laurent Cohen Tanugi, *Le choix de l'Europe*, Fayard 1996
 19. Pierre Bonnaure et Francis Mer, « La politique européenne de recherche et développement », in *Futuribles* n° 220 mai 1997 p. 65 à 74.
 20. Volkmar Jung in *Reforme* n° 2830, 8-14 juillet 99 Le chancelier médiatique.
 21. Eric Dacheux, « L'Europe en quête de sens, Plaidoyer pour une autre politique de communication de l'Union européenne » in *Futuribles* septembre 97, p. 6
 22. Jean Louis Guigou : « État, nation, territoire : la recomposition » in *Futuribles* sept. 96, p. 21 et suivantes.
 23. Dominique Wolton, *Penser la communication*, op.cit.
 24. Elvire Letourneur-Fabry, "Pour une fédération européenne multiculturelle", in *Futuribles*, op.cit. p. 17
-

RÉSUMÉS

La communication européenne doit faire face au moins à trois handicaps chroniques qui sont le chassé croisé des discours nationaux et communautaires, l'absence structurelle de visibilité et l'inégale efficacité de sa communication institutionnelle. Est étudiée ensuite la tendance hégémonique d'une communication technico libérale alors que la primauté de l'économie et de la technologie est plus en plus remise en cause. Dans un troisième temps sont observées à partir de l'exemple des langues européennes les difficultés et conditions d'une communication meilleure. Finalement compte tenu d'un contexte particulièrement déstabilisant, la communication européenne, pour imparfaite qu'elle soit, semble évoluer positivement. Elle essaie de ne pas brusquer les mutations et d'intégrer les intéressés eux mêmes au débat sur le renforcement de l'union.

Communication in Europe must face at least three obstacles : the to-ings and fro-ings between national and community discourses, the structural absence of visibility, and the uneven efficiency of its institutional communication. Then the hegemonic tendency of a technical, market-oriented, communication is studied, as the preeminence given to economics and technology is more and more often being questioned. Thirdly the difficulties and conditions for a better communication are noted, the example of European languages being used as a starting point. Last, taking into account a particularly destabilising context, European communication, however imperfect it may be, seems to be evolving in a positive way. It is trying not to rush mutations and to integrate the interested parties themselves into the debate on the reinforcement of the union.

INDEX

Mots-clés : conditionnement, débat, proximité, structure, tension

AUTEUR

CHRISTIAN MESNIL

Christian MESNIL est Maître de conférences à l'Université du Littoral Côte d'Opale et membre du GREC/O de Bordeaux 3.